

International

LA DIFFÉRENCE ENTRE ZELENSKI ET POROCHENKO : ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION

Bohdan Ben

17/04/2019

À quelques jours du second tour de l'élection présidentielle ukrainienne, quels sont les positionnements – ou leur absence – des deux finalistes, face aux enjeux considérables auxquels est confrontée l'Ukraine, et notamment le rapport à la Russie ? Dans le cadre du partenariat avec L'Ukraine est notre voisin, nous publions cet article, paru le 11 avril 2019 sur le site Euromaidanpress, de Bohdan Ben. Chercheur en philosophie sociale et éthique ainsi que dans le domaine de la gouvernance locale, Bohdan Ben a contribué à lancer le projet « Au pays de l'espoir », qui vise à faciliter et promouvoir des initiatives locales en faveur de la durabilité sociale et écologique.

En Ukraine, le débat monte en intensité tandis que le pays se prépare pour le second tour de l'élection présidentielle le 21 avril 2019. Les deux finalistes – le nouveau venu en politique qu'est l'humoriste Volodymir Zelenski, arrivé en tête au premier tour avec près de 30% des voix, et le président en exercice Petro Porochenko, loin derrière avec moins de 16% – ont des partisans qui s'affrontent si durement que d'aucuns craignent que la société ukrainienne ne se polarise de façon irréversible.

Bien que les deux candidats se déclarent pro-occidentaux, les partisans de Porochenko accusent Zelenski de se montrer conciliant face à l'agression russe et de ne pas être capable de résister à Poutine, ce qui serait conforme aux intérêts de l'oligarque Kolomoïski¹. En même temps, Porochenko est accusé de corruption. Bien que les preuves de corruption dont on dispose ne compromettent pas directement Porochenko mais certains de ses proches collaborateurs qui, à vrai dire, sont encore en liberté, cette atmosphère de corruption éclipse tout ce que Porochenko a pu faire d'autre pendant cinq ans. Pour comprendre ce qui oppose réellement les deux groupes d'électeurs, penchons-nous sur les principaux défauts et qualités que partisans et adversaires mettent en avant chez les candidats.

Le professionnalisme

Une interview préenregistrée de Zelenski avec des journalistes de la chaîne ICTV commençait par la question : « Vous faites de la politique depuis trois mois. Quelles sont vos impressions ? ». Les adversaires de Zelenski insistent sur ce que cette question a d'ironique, car elle suggère que quelqu'un qui a trois mois d'expérience politique ne peut être président. Zelenski a répondu en ces termes : « Qui trouve-t-on dans notre équipe ? Nous venons tous d'ailleurs que de la politique. Nous venons de la télé, nous sommes des artistes, des producteurs. Comment allons-nous gagner les élections ? On va les gagner. C'est l'exemple que l'on peut gagner sans une équipe de professionnels, sans expérience ? Eh bien oui ».

De ce point de vue, Porochenko est complètement différent. Il est en politique depuis 1998. Il a été plusieurs fois élu à la Verkhovna Rada (Parlement monocaméral d'Ukraine), il a été secrétaire du Conseil de la sécurité nationale et de la défense (2005) et ministre des Affaires étrangères (2009-2010) sous la présidence de Loukatchenko. Il a aussi été ministre du Développement économique et du Commerce sous Ianoukovitch. Parce qu'il fait lui-même partie des oligarques ukrainiens, on lui reproche d'appartenir au vieux système, et d'être incapable de rompre des liens personnels anciens et de mener les réformes avec l'énergie nécessaire.

Dans son programme, Zelenski vise Porochenko quand il déclare que « depuis vingt-huit ans, l'Ukraine est gérée par des 'professionnels de l'État' et c'est devenu un État tout simplement non compétitif... La politique actuelle est liée aux vieilles conceptions, au népotisme, aux affaires. Ma principale tâche sera d'amener au pouvoir des spécialistes convenables et patriotes ».

Effectivement, si le but est de changer le personnel sans changer la politique, trois mois d'expérience politique peuvent suffire à Zelenski. Pourtant, un candidat devrait avoir au moins une conception élémentaire des responsabilités du président et de ses pouvoirs constitutionnels. Pendant longtemps, les adversaires de Zelenski ont eu du mal à trouver des arguments factuels pour l'accuser d'être ignorant en politique. Selon un principe de philosophie bien connu, il n'est pas possible de prouver l'absence de quelque chose ni de dire quoi que ce soit du rien. Il en va de même pour Zelenski : il n'a pas dit grand-chose sur sa politique à venir et n'a pas encore montré beaucoup de membres de son équipe. À la différence de Porochenko, il était difficile de le critiquer.

Cependant, après que, le 3 avril 2019, il a présenté à Porochenko ses exigences politiques, un important élément d'appréciation est apparu : le candidat confondait les responsabilités fondamentales du Parlement et du président. En effet, au nombre de ses exigences, on trouvait notamment celles-ci :

- faire adopter une loi relative à l'annulation de la déclaration de revenus et dépenses dans le cas des personnes militant pour des causes publiques. Or le président ne peut faire adopter aucune loi, même en recourant à l'influence de son parti, qui n'a pas la majorité à lui seul ;
- relancer la NAZK (l'Agence nationale de prévention de la corruption) par de nouvelles nominations. Or la NAZK est un organisme constitué par le Conseil des ministres, pas par le président ;
- publier une liste des sociétés offshore de Porochenko, des banques où ces sociétés ont ouvert des comptes ainsi que les états financiers de ces sociétés au cours des cinq années passées. Or tous les chiffres sur les biens, actifs et dépôts de Porochenko ont déjà été publiés.

De toute évidence, Porochenko est tout à fait compétent dans des domaines comme les relations internationales, la diplomatie, l'armée et les questions de sécurité du fait de son expérience. En revanche, le problème essentiel semble être dans son cas les membres de son équipe.

Les équipes des candidats

Des scandales retentissants touchant des membres éminents de l'équipe de Porochenko ont considérablement terni la réputation du président en exercice, en particulier quand on sait que sa fortune personnelle se compte en milliards de hryvnias (devise monétaire de l'Ukraine).

Ces scandales ont fait apparaître un Porochenko qui serait à la tête de la corruption en Ukraine ; il aurait même volé l'industrie de l'armement. Bien qu'aucune preuve ne semble indiquer que Porochenko ait lui-même tenté de faire des profits illicites, son indifférence face aux violations perpétrées par ses collaborateurs ainsi que le peu d'empressement du NABU (Bureau national ukrainien de lutte contre la corruption), qui relève du président, à enquêter sur ces scandales lui ont valu une mauvaise réputation.

On évoquera ici quelques affaires. En 2016, Ihor Kononenko, ancien vice-responsable du Bloc Porochenko, a été accusé d'avoir exercé des pressions pour faire nommer des gens proches de lui à des postes de direction de grandes entreprises publiques. Selon Aivaras Abromavicius, alors ministre du Développement économique et du Commerce et actuellement partisan de Zelenski, Kononenko et d'autres membres du parti politique de Porochenko entravaient le fonctionnement du ministère et le cabinet du président exerçait des pressions pour que soient nommées les personnes souhaitées. En fin de compte, Aivaras Abromavicius a présenté sa démission dans le but

de « simplifier la tâche de Kononenko et de son équipe ».

Pratiquement aucun des policiers qui ont tué 106 manifestants pendant la révolution de l'Euromaïdan n'a été puni cinq ans après les événements. Selon les organismes chargés de l'application de la loi, la faute en incombe au ministère public, qui relève du président.

En 2016, Porochenko a pris une décision scandaleuse en nommant Iouri Lutsenko procureur général. Lutsenko n'était pas compétent pour ce poste car il n'avait aucun diplôme de droit. En revanche, c'était un proche allié de Porochenko et il ne s'était jamais opposé à sa volonté. De manière générale, c'est en 2016 que Porochenko a essayé de renforcer le pouvoir de son entourage en apportant des changements dans le gouvernement et en procédant à des nominations nouvelles qui ont été critiquées par la société civile.

Le dernier en date des scandales de corruption dans l'entreprise publique de défense Ukroboronprom a porté un coup particulièrement rude à Porochenko. Parmi les personnalités publiques impliquées, Oleh Hladkovski, vice-secrétaire général du Conseil de la sécurité nationale et de la défense nommé par le président, et son fils Ihor Hladkovski étaient parvenus à acheter à des entreprises fictives des pièces de véhicules militaires à des prix surfacturés. Un journaliste d'investigation de *Bihus.Info* a affirmé que des amis du président avaient blanchi au moins 9,2 millions de dollars obtenus dans des achats pour la défense nationale.

Après le premier tour de l'élection présidentielle, Porochenko a reconnu qu'il avait fait des erreurs en nommant certains collaborateurs. Il en a parlé lors d'une rencontre avec des militants pour les droits civils le 6 avril 2019, et a accepté la lettre de démission d'Andriy Hordieiev, le chef de l'administration de la région de Kherson, probablement impliqué dans l'agression mortelle de la journaliste et militante anti-corruption Kateryna Handziuk² qui avait dénoncé des réseaux de corruption au niveau local. Porochenko a également destitué Oleh Hladlovski, accusé de blanchiment d'argent dans l'industrie de défense.

Cependant, quand on lui a demandé, lors de l'interview sur la chaîne ICTV, de citer tous les membres de son équipe dont il se débarrassera parce qu'ils sont coupables, Porochenko a éludé la question en répondant : « aucun partenaire commercial, aucun proche ne sera plus nommé par Petro Porochenko tant qu'il sera président, y compris pendant son deuxième mandat ».

L'équipe de Volodymir Zelenski n'est toujours pas connue dans son intégralité, mais les personnalités qui ont déjà été nommées ne sont pas parfaitement propres. Selon Rouslan Stefantchouk, « responsable de l'idéologie » dans l'équipe de Zelenski, « pour les projets de loi et

l'idéologie, nous avons une cinquantaine de personnes. Ce sont des praticiens sérieux, des titulaires de doctorats, des professeurs ; c'est le niveau des gens qui participeront aux activités législatives. Nos économistes seront des gens très forts, bien formés, y compris à Harvard ». Pourtant, on trouve parmi les membres déjà connus de l'équipe de Zelenski plusieurs personnes liées à la Russie ou à l'oligarque Kolomoïski. Dmytro Razumkov, le principal conseiller politique de Zelenski, n'inspire pas confiance. Il exerce d'ordinaire les fonctions de porte-parole de l'équipe de Zelenski. Or, en 2006, il a commencé sa carrière dans le Parti des régions que dirigeait l'ex-président Ianoukovytch. Il n'est donc pas surprenant qu'il soit tout à fait pro-russe ou, tout au moins, indifférent à l'identité nationale ukrainienne. Selon lui, « les questions concernant la langue [ukrainienne] sont posées avant les élections. C'est un problème. En fait, tout ce qui peut diviser les Ukrainiens, à savoir la religion, la langue, le territoire, certains dirigeants nationaux, tout cela doit être ôté de l'équation, au moins tant qu'on n'a pas mis fin à la guerre. ».

Les liens entre Zelenski et l'oligarque Ihor Kolomoïski sont parfaitement évidents, malgré les dénégations de Zelenski. Kolomoïski l'appuie en lui accordant la couverture de sa chaîne de télévision 1+1, et en lui réservant les heures de grande écoute. Il lui fournit même ses agents de protection.

Une enquête récente de *Bihus.Info* a révélé qu'Andriy Bohdan, le principal avocat de Kolomoïski, était d'ordinaire présent au siège de campagne Zelenski en qualité « d'observateur ». C'est lui aussi qui présente Zelenski lors des principales rencontres officielles. Enfin, au cours des trois derniers mois, Zelenski a fait 20 fois le voyage entre son siège de campagne à Kiev et Genève où réside Kolomoïski.

Zelenski n'a toujours pas donné les noms de ceux qu'il désignerait aux principales fonctions en cas de victoire (ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense, chef du Service de sécurité). Cependant, le 9 avril 2019, son équipe a publié une longue liste des experts qui conseillent actuellement le candidat. On y trouve les noms d'hommes politiques expérimentés et bien connus comme l'ancien ministre des Finances Oleksandr Danyliuk, l'ancien ministre du Développement économique et du Commerce Aivaras Abramovicius, ou l'ancien ministre de la Justice Rouslan Riabochapka. Ces personnalités compétentes ont été du nombre des réformateurs et des participants aux initiatives de lutte contre la corruption des gouvernements entre 2014 et 2018, mais toutes ont démissionné en raison de désaccords avec telle ou telle politique du Premier ministre. Néanmoins, leur rôle au sein de l'équipe de Zelenski n'est toujours pas clair puisqu'elles ne se sont pas exprimées publiquement à ce sujet.

De plus, des journalistes ont découvert que Marta Bersh ne savait pas qu'elle pourrait être nommée

procureur général. Américaine, elle a travaillé quelque temps comme procureur au sein du Bureau national ukrainien de lutte contre la corruption. Zelenski l'a inscrite sur sa liste comme futur procureur général sans l'en informer. De plus, son nom étranger a même été orthographié à l'ukrainienne – Borchtch, au lieu de Bersh – pour faire croire qu'elle était ukrainienne.

Pour ce qui est des autres noms de l'équipe, ce sont plutôt des inconnus, et beaucoup viennent des milieux d'affaires. Oleg Bondarenko, directeur d'une « Fondation verte », a rejoint l'équipe de Zelenski en tant qu'expert en matière d'écologie et de droit. Cependant, une ONG écologiste ukrainienne de poids comme « Écologie, peuple et droit » a déclaré n'avoir jamais entendu parler de cette « Fondation verte ». La page web de celle-ci n'a commencé à être vraiment active qu'en 2019.

Oleksandr Kharebin, le conseiller de Zelenski en matière de politique linguistique et d'information, a travaillé pour les oligarques pro-russes Kurchenko et Taruta. Dans une interview, il a exprimé des points de vue fort éloignés de l'actuelle politique ukrainienne de décommunisation et de soutien à la langue et à la culture nationale : « l'Ukraine, selon moi, commet une faute très grave en refusant l'héritage de l'Union soviétique qui représente une valeur fondamentale pour elle [souligné par la rédaction]. Pourquoi avons-nous laissé la Grande Guerre patriotique à la Russie ? À mes yeux, c'est une faute. Pourquoi ne considérons-nous pas la langue russe comme composante importante de la communauté ukrainienne ? ».

Programme et orientation pour les cinq années à venir

Les différences entre les programmes des candidats sont faciles à expliquer. Porochenko invoque ce qui a déjà été obtenu, c'est-à-dire le régime d'exemption de visa avec l'Union européenne, le soutien international apporté à l'Ukraine, l'amélioration de la situation militaire, les nouveaux missiles, la stabilisation de l'économie, la décentralisation. Il insiste sur la nécessité de poursuivre et d'achever les réformes ainsi que de mettre un terme à la pauvreté. Dans son programme, Porochenko définit explicitement les orientations des relations internationales : « la levée des sanctions internationales contre l'agresseur est étroitement liée à la cessation complète de l'occupation du Donbass ukrainien et de la Crimée ukrainienne ; tous nos citoyens et territoires doivent revenir à la souveraineté ukrainienne. La paix est synonyme de restauration complète de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de l'Ukraine. La paix signifie la reconnaissance explicite par Moscou de notre droit à suivre notre voie ».

Zelenski fait des promesses populistes sur le développement de l'économie et la hausse des revenus. On ne trouve guère dans son programme d'explications sur la façon d'atteindre pareils objectifs : « le budget de l'État doit devenir un trésor national, pas un système servant les intérêts

des députés du peuple ». L'autre point important de son programme est le pouvoir donné au peuple par la voie de référendums locaux et nationaux, qui devraient devenir une pratique courante en Ukraine. Il promet de diminuer les impôts et d'augmenter simultanément les prestations sociales et les traitements des enseignants. Il promet aussi la liberté du marché foncier ainsi que la libéralisation de l'économie. Il serait toutefois intéressant d'entendre Zelenski préciser, au cours des débats, si cette libéralisation sera favorable aux gros oligarques ou aux petites entreprises et comment elle devrait être mise en œuvre.

Un jour, l'équipe de Zelenski a promis d'augmenter le salaire des enseignants à 4 000 dollars. Ses experts ont calculé que cette mesure coûterait en tout 200 millions de dollars par an. Mais ils ont fait des erreurs de calcul élémentaires : en réalité, elle coûterait deux milliards de dollars par mois au budget de l'État. Quand l'erreur a été signalée, la vidéo annonçant la mesure a été tout simplement remaniée.

C'est l'équipe de Zelenski, et non pas lui-même en personne, qui a annoncé les dix premières mesures qui seraient prises. Elles consistent essentiellement à poursuivre les réformes déjà engagées. Parmi les propositions nouvelles, on citera des lois d'amnistie fiscale permettant de légaliser l'économie parallèle. Il est aussi envisagé de donner aux citoyens la possibilité de régler leurs différends non pas seulement devant les tribunaux mais aussi par voie de médiation. Autres propositions importantes : Zelenski envisage de bien définir la distinction entre l'état-major et le ministère de la Défense, ainsi que d'inviter les États-Unis et la Grande-Bretagne à faire partie du Format Normandie, ce groupe de diplomates de haut niveau représentant l'Ukraine, la Russie, l'Allemagne et la France, qui se réunissent pour résoudre le conflit à l'est de l'Ukraine.

Cependant, les questions de sécurité, et en particulier la guerre à l'est de l'Ukraine – qui sont essentiellement du ressort du président – ne sont pas abordées comme il convient dans la campagne. « Les intérêts nationaux et les territoires ne sont pas négociables », affirme-t-il dans son programme. Mais en même temps, son principal objectif est « de faire taire les armes » à l'est de l'Ukraine. C'est ce qu'il a déclaré dans une interview à *Ukrainska Pravda*, ajoutant : « je pense que l'on peut parvenir à un accord. Le premier objectif est de mettre un terme aux pertes de vies humaines. Il est important de sauver nos gens. Aujourd'hui, il y a les accords de Minsk, mais ils ne marchent pas très bien. Bien sûr, je voudrais qu'ils soient effectifs ». Il ne précise aucunement comment il entend négocier.

Porochenko n'a pas non plus annoncé de plan clair sur la réintégration de la Crimée et du Donbass. Son principal objectif semble être de maintenir le développement des capacités militaires de l'Ukraine et les pressions internationales sur la Russie.

Pro-russe et anti-russe

Cette opposition ne concerne pas ce que les candidats disent d'eux-mêmes mais comment leurs adversaires essaient de les représenter. Cependant, la logique des adversaires n'est pas infondée. Certains médias occidentaux se sont félicités de ces élections du fait de l'absence de candidats pro-russes parmi les principaux concurrents, ainsi que de la faiblesse de l'influence russe. Pourtant, les médias et hommes politiques russes font ouvertement de Zelenski leur favori. En particulier Vladimir Jirinovski, homme politique d'extrême droite et chef du Parti libéral-démocrate (LDPR), qui s'est exprimé clairement en faveur de Zelenski : « il est hors de question que Porochenko l'emporte. Mais si c'est Zelenski, alors... D'abord, j'aime son prénom : Vladimir. Lénine aussi s'appelait Vladimir. Vladimir siège au Kremlin. Et la carte est grande... [Si c'est Zelenski], alors, oui, je reconnaîtrai les élections... Et il a déjà tracé une carte. J'en rêve. C'est ainsi que l'Ukraine devrait être ». De quelle carte Jirinovski parle-t-il ? Elle vient de la série télévisée dans laquelle joue Zelenski, *Serviteur du peuple*, où il interprète le rôle du président de l'Ukraine. La carte en question illustre un épisode où l'Ukraine se fragmente en 25 petites « républiques », chacune dotée de son armée et de son gouvernement.

Les propos de Jirinovski revêtent encore plus d'importance si l'on considère les projets de son parti, le LDPR, qui ont été piratés en 2014. Les hackers y ont découvert un projet appelé « Pinocchio », qui décrit comment la Russie pourrait agir politiquement de façon à faire entrer au Parlement ukrainien un acteur comique, à entretenir artificiellement le mécontentement face aux élites ukrainiennes et parvenir ainsi à mettre en place un président pro-russe ouvert à la négociation.

En fait, comme Zelenski ne dit pas grand-chose de sa politique, la meilleure façon de comprendre ce qu'il pense est d'analyser sa série. Alexander Motyl, professeur de science politique à l'Université Rutgers à Newark, a été un des premiers à adopter cette approche dans un article de *Foreign Policy*. Il relève notamment que, dans la série, l'Ukraine apparaît comme presque entièrement russophone et que ceux qui parlent ukrainien sont des personnages ridicules ou des nationalistes radicaux.

En réalité, l'ukrainien est au moins autant parlé en Ukraine que le russe. C'est la langue qui est le plus souvent utilisée au sein des services gouvernementaux et des institutions publiques. La corruption en Ukraine est aussi considérablement exagérée dans la série : elle est présentée comme le principal problème du pays, mais on n'y mentionne absolument pas la Russie, ni l'agression russe, ni Poutine. Dans ce monde de substitution, la Crimée et le Donbass ne semblent pas occupés et des soldats ukrainiens ne meurent pas chaque jour.

Dans ses spectacles, Zelenski se moquent des Ukrainiens et les humilient. Aujourd'hui, des volontaires ukrainiens, des prêtres, des anciens combattants et des militants ont commencé à le lui rappeler et à exiger des excuses. Un flash mob « Je vous donne 24 heures » a été lancé sur les réseaux sociaux, où l'on se moque de la vidéo de Zelenski qui donne 24 heures à Porochenko pour accepter ses conditions de débat. Que demandent les personnes qui s'expriment dans ces vidéos ?

Ksénia Klym, qui a fait la guerre dans le Donbass, a demandé à Zelenski de s'excuser pour le cynisme de ses plaisanteries sur le Tomos – la déclaration d'indépendance de l'Église d'Ukraine promulguée en janvier 2019, que Zelenski avait appelé le « thermos ». « En janvier de cette année, vous vous êtes moqué de valeurs qui sont sacrées à mes yeux, à ceux de ma famille et de millions d'Ukrainiens. Vous avez ri du Tomos et de l'autocéphalie ukrainienne. Vous êtes un descendant des fils d'Abraham et un représentant du peuple juif, et vous n'ignorez pas qu'il y a des sujets qui sont sacrés et auxquels on ne touche pas. Pourquoi vous-êtes vous permis de vous moquer de ce qui est sacré à mes yeux ? ». Un prêtre, Oleksandr Sediukhin, a publié un message similaire.

Iryna Herashchenko, première vice-présidente de la Verkhovna Rada, a demandé à Zelenski de s'excuser pour s'être moqué des enfants handicapés et trisomiques. « Nous avons beaucoup fait pour mettre en place une éducation inclusive et nous nous sommes battus pour les droits des enfants handicapés en matière d'emploi et d'épanouissement personnel. L'Europe signifie avant tout le respect des droits de l'homme, le respect d'autrui ».

Ivan Lepich, ancien combattant de Rivne, a demandé à Zelenski comment un homme qui appelle l'Ukraine une « actrice de films allemands pour adultes » et qui aborde la guerre du Donbass « en mettant de côté la question des frontières » peut prétendre à la fonction présidentielle. Lui aussi donne 24 heures à Zelenski.

Porochenko, lui, est représenté par ses adversaires comme débordant de haine pour Poutine et même comme hostile aux russophones d'Ukraine. Or on ne trouvera pas un seul fait montrant que Porochenko a eu une politique discriminatoire à l'égard des russophones, mais tel est le message que diffuse la propagande russe et que répandent ceux que laissent indifférents les questions d'identité nationale, sur lesquelles Porochenko insiste dans ses interventions.

Ce portrait en ennemi de Poutine est détestable aux yeux des adversaires de Porochenko. On lui reproche de spéculer sur la guerre, en particulier compte tenu des problèmes économiques et de la pauvreté. Mais, dans sa stratégie électorale, Porochenko a exploité cette image et s'est fait représenter comme le seul président capable de résister à Poutine. On en trouve une bonne illustration sur les panneaux d'affichage répandus dans tout le pays, où l'on voit Porochenko faire

face à Poutine. Selon l'équipe de Porochenko, cette affiche suggère que le président doit être suffisamment fort pour s'opposer à l'agression de Poutine, notamment à l'heure de négociations difficiles. Les partisans de Zelenski, et en particulier l'ex-candidat à la présidence Anatoli Hrytsenko, soutiennent que ces affiches impliquent que Zelenski est pro-russe et que les électeurs sont appelés à choisir entre Poutine et Porochenko, ce qui serait une manipulation.

Pourtant, la veille du jour où les affiches ont été mises en place, Porochenko a déclaré à la télévision qu'il n'avait aucune preuve que Zelenski était pro-russe. Il pense seulement que Zelenski manque de connaissances, d'expérience et de force pour résister à Poutine.

1. Ihor Kolomoïski, un des personnages les plus puissants du pays, accusé de corruption.
2. Kateryna Handziuk a été victime d'une agression à l'acide sulfurique en juillet 2018 à Kherson (ville côtière du sud de l'Ukraine, située entre Odessa et la Crimée). Elle est décédée en novembre 2018 des suites de ses blessures. Elle avait trente-trois ans.